



# Déclaration des élus du SE-Unsa pour la CAPN EPS

## Mutation vers Wallis et Futuna

27 septembre 2018

Avant de débiter cette CAPN, nous voulons dans cette instance, commenter les dernières mesures envisagées par le gouvernement.

En effet, les récentes annonces sur la suppression de 1800 postes actent la fin de la priorité accordée à l'Éducation nationale, pourtant préservée depuis 6 ans. C'est donc la vision comptable qui l'emporte au moment même où plusieurs réformes doivent se mettre en place. Avec un tiers du solde des suppressions de postes de fonctionnaires qui sera pris sur les effectifs de l'Éducation nationale, c'est la question de la faisabilité des réformes du bac-3/bac+3 qui se pose !

Comment dans ce contexte va-t-on travailler sereinement à rendre positives pour les élèves et pour les personnels les réformes du lycée général et technologique et de la voie professionnelle ?

Au-delà du soutien aux principes de la réforme du baccalauréat, nous avons demandé la simplification du baccalauréat et la réaffirmation du bac premier grade universitaire permettant le continuum bac-3/ bac+3. A ce jour, il est nécessaire de clarifier l'organisation des propositions concernant cette réforme. Les attendus de parcours sup', le contenu des programmes engendrent des inquiétudes très fortes dans le tempo des mises en œuvre des dotations globales horaires et les conséquences sur la gestion des ressources humaines.

Les marges qui doivent être données aux établissements pour réussir ces réformes sont compromises en particulier dans le choix des combinaisons de spécialités. Sur

la voie professionnelle, les discussions sur les grilles horaires en cours vont devoir nous apporter des garanties concrètes.

Il en est de même pour les arbitrages en plein été sur 13 recteurs pour 13 régions. Conjugué à l'annonce de 400 suppressions de postes pour les administratifs, ce choix politique accrédite l'idée que les économies d'échelle guident les choix ministériels. Aujourd'hui, au-delà de notre accord sur le fait qu'il faut un interlocuteur éducation nationale au niveau régional, nous ne voyons pas en quoi la réorganisation territoriale dans ce qu'on en connaît pour le moment améliore le système éducatif pour les élèves et pour les personnels. Nous avons dit que la fusion des académies ne devait pas être systématique. D'autres modalités de gouvernance permettant de maintenir les périmètres académiques devraient être envisagées. Nous continuons à le penser.

Force est de constater que le gouvernement avance au pas de charge, que la politique dans notre Ministère comme dans d'autres est menée tambour battant. Pourtant la faisabilité c'est aussi et surtout entendre le terrain. C'est notre rôle de représentants de le redire ici : toute réforme n'a de sens que si l'action publique, les hommes et femmes du quotidien peuvent la mettre en œuvre

Notre Ministre évoque la confiance mais il n'a pas su gagner celle des personnels jusqu'à maintenant et les dernières annonces ne peuvent que nourrir leur méfiance voire leur défiance.

C'est d'autant plus vrai que depuis 16 mois, les annonces tombent une par une, déconnectées les unes des autres, que les chantiers ouverts sont nombreux, la communication permanente. Cette méthode nous interroge autant que les personnels : y a-t-il vraiment une maîtrise dans la mise en œuvre des réformes ? Ou est-ce une volonté de dissimuler la logique qui se met en œuvre ?

Enfin prétextant compenser la suppression des postes d'enseignants du second degré, notre ministre dit annoncer « une bonne nouvelle » en imposant une

deuxième heure supplémentaire et augmenter ainsi le pouvoir d'achat de nos collègues.

Au SE-Unsa, nous ne sommes pas dupes : ce n'est pas une bonne nouvelle !

L'augmentation du temps de travail est une mauvaise solution, tant pour la qualité de l'accompagnement des élèves que pour la santé des collègues.

D'autant qu'un nombre d'élèves croissant est attendu au collège (+8000) et au lycée (+38000). Est-ce le moment de fragiliser les équipes ?

C'est pourquoi le contexte budgétaire de la préparation de rentrée 2019 conduit le SE-Unsa et d'autres organisations de fonctionnaires à appeler à une journée de grève le lundi 12 novembre 2018.

Nous vous remercions de votre attention.

Les élus en CAPN EPS pour le SE-Unsa